

Le mandat



1894 C.civil : le mandat est le contrat par lequel une personne (**le mandant**) confie à une autre (**le mandataire**) le pouvoir d'agir en son nom. On parle aussi de **procuration**.

Le mandat est un contrat :

- **Avec un fort intuitu personae** : l'importance attachée à la personne du cocontractant est très forte. **1984 C.civil** : le contrat ne peut être formé qu'avec l'acceptation du mandataire.
- **De représentation** : le mandataire représente les intérêts du mandant. La représentation est dite parfaite si elle est connue des tiers, à défaut elle est imparfaite (**1154 C.civil**).
- **Qui a pour objet l'accomplissement d'actes** : le mandataire accomplit des actes juridiques au nom du mandant.
- **À titre gratuit** : par principe, le mandat est conclu à titre gratuit (**1986 C.civil**). Par exception, si le contrat est conclu à titre onéreux, les parties doivent le mentionner.
- **Sans lien de subordination** : le mandataire exerce librement sa fonction tant qu'il atteint l'objectif.





Les conditions de formation du mandat

Conditions de forme

Aucune condition spécifique, le contrat peut être tacite (**1985 C.civil**).

Exception : si le mandataire est un professionnel, le mandat doit être écrit.

Conditions de fond

Capacité des parties

Le mandant doit être capable de réaliser l'acte pour lequel est conclu le mandat + de disposer pour établir le contrat de mandat.

Le mandataire doit être capable de réaliser l'acte pour lequel est conclu le mandat. **1990 C.civil** : si le mandataire est mineur, le mandant ne pourra agir que selon les règles applicables aux mineurs.

La mission

Elle doit d'abord être licite, à défaut le contrat est nul.

La mission peut être :

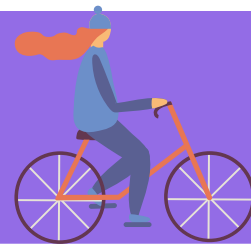
- **Générale** : le mandataire gère toutes les affaires du mandant, il peut passer des actes d'administration et de disposition en son nom.
- **Spéciale** : concerne quelques affaires nommées : le mandataire **ne peut pas** passer des actes d'administration et de disposition.

Le prix

Il n'est pas obligatoire. S'il y a un prix, il peut être déterminé par la suite, seul l'abus est sanctionné (**1165 C.civil**).



LES EFFETS DU MANDAT



Les obligations du mandant

L'obligation de coopérer

L'obligation d'exécuter les contrats de bonne foi (**1104 C.civil**) implique que le mandant doit aider le mandataire à la bonne réalisation de la mission. A défaut, il engage sa responsabilité contractuelle.

Le remboursement des frais

1999 C.civil : le mandant doit rembourser les frais engagés par le mandataire dans le cadre de l'exercice de sa mission, à charge pour lui de justifier ces montants.

Si le mandataire commet une faute, le mandant peut être dispensé du paiement

Le paiement des salaires

1999 C.civil : le mandant doit verser le salaire convenu dans le contrat. Il en est également dispensé si le mandataire commet une faute.

L'indemnisation du mandataire

2000 C.civil : si le mandataire ne commet aucune faute et subit des pertes, le mandant devra l'indemniser.

Néanmoins, les parties peuvent éviter cette obligation par une clause contraire.



Les obligations du mandataire

Exécuter la mission

1989 C.civil : le mandataire doit exécuter la mission **sans dépasser le cadre** de celle-ci. À défaut, le mandant peut demander la **nullité du contrat (1156 C.civil)**.

Le mandataire peut avoir recours à un tiers (**sous-mandataire**) lorsque le contrat ne l'interdit pas. Se forme alors un nouveau mandat entre eux.

1991 C.civil : la mission doit être réalisée dans un **délai raisonnable**. En cas d'inexécution, le mandataire devra verser des dommages-intérêts au mandant. Il en va de même s'il commet une faute.

Enfin, le mandataire doit être **loyal** envers le mandant.

Rendre des comptes

1993 C.civil : le mandataire doit rendre des comptes sur le déroulement de la mission ET sur les coûts engagés pour son exécution.



L'EXTINCTION DU MANDAT

Extinction par le mandant

2004 C.civil : le mandant est libre de révoquer le mandat quand il le souhaite.

Le contrat peut prévoir une clause d'irrévocabilité. Elle ne prive pas le mandant de sa capacité de révoquer le mandataire, mais il devra alors indemniser le mandataire.



Extinction par le mandataire

2007 C.civil : le mandataire peut vouloir cesser à tout moment d'exécuter le contrat. Néanmoins, il devra verser des dommages-intérêts au mandant s'il subit un préjudice.

Extinction involontaire

2003 C.civil : le mandat peut s'éteindre du fait d'un événement qui affecte la qualité du mandant ou du mandataire : décès, mise sous tutelle, liquidation judiciaire de l'un ou l'autre...

Focus : Le mandat posthume (812 et s. C.civil)

Il permet de désigner un mandataire pour gérer les biens après le décès, pendant un certain temps. Une fois le mandat écoulé, la succession est ouverte aux héritiers.

Le mandat posthume est un **acte authentique** : il est rédigé et signé par un officier public.

Les héritiers n'ont pas besoin de consentir au mandat.

Le mandat posthume est conclu pour une durée déterminée : en principe 2 ans renouvelables (**812-1-1 C.civil**).

Le mandataire a 2 obligations : **gérer** les biens durant le mandat et les **restituer** aux héritiers à son terme. Il doit aussi **rendre des comptes** régulièrement aux héritiers.

Le mandat posthume prend fin à son terme. Néanmoins, les héritiers peuvent demander la révocation devant le juge en cas de faute du mandataire.